

L'INTERNATIONALE

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS!**

Feuille d'intervention du Groupe Internationaliste Ouvrier

Nouvelle série, avril 2013

Le saccage dans l'assurance-chômage Comprendre pour mieux combattre

La crise économique ouverte par l'écroulement du marché des subprimes en 2008 continue à entraîner des effets catastrophiques sur l'économie mondiale. Un de ces résultats est la montée spectaculaire du chômage à travers le monde. Selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) publié en janvier 2013, le nombre de chômeurs et de chômeuses s'est accru de quatre millions de personnes en 2012 et devrait atteindre le montant record de 202 millions en 2013. L'OIT prévoit que les augmentations perdureront « au moins » jusqu'en 2017.

En janvier dernier, le taux de chômage dans les 17 pays membres de la zone euro a atteint un taux record de 11,9%, alors que certains de ces pays subissent des saignées importantes: 27% en Grèce et 26,2% en Espagne. Le mois dernier, la France a atteint les 10,6%. Il faut savoir qu'en 1960, ce pays n'avouait que de 30 à 40 000 chômeurs officiels. Aux États-Unis, le taux était de 7,9% en février 2013; deux fois le montant de 2007. Cependant, le taux réel est de plus de 20% et ne cesse de s'accroître depuis 2009. Dans le pays de l'Oncle Sam, près du quart des travailleurs et des travailleuses ont été mis à pied lors des quatre dernières années et près de 80% ont un-e proche qui a récemment perdu son emploi. Il est important de noter aussi que cette importante crise du chômage a un effet encore plus dévastateur chez les travailleuses qui sont souvent les premières mises à pied et les dernières réembauchées, tant dans les pays du centre que dans ceux de la périphérie. C'est dans cette conjoncture de montée dramatique d'un chômage mondial de masse que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a décidé, même s'il ne contribue financièrement en rien au programme, de s'immiscer dans la situation.

Le bill C-38

Ainsi, dans le cadre de l'exécution des orientations décidées lors de l'adoption du budget 2012, une série de nouvelles mesures est maintenant appliquée, celles-ci ayant déjà un impact dévastateur sur des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses. Parmi lesdites mesures, il y a :

* un nouveau calcul du gain admissible. Selon le rapport actuariel de l'Office de financement de l'assurance-emploi, le gouvernement prévoit « économiser » quelque 90 millions de dollars en versement de prestations aux travailleurs et travailleuses;

* une redéfinition de la notion d'emploi convenable et la création de trois catégories de prestataires, tout en y rattachant des droits et des obligations variables. Depuis la création du régime d'assurance-chômage en 1940, il y avait une définition légale de l'emploi convenable et de l'emploi non convenable. Tout cela est bouleversé par les modifications de 2012. Autrefois, un ou une machiniste mis à pied chez Air Canada pouvait refuser un travail d'agent de sécurité ou encore, une personne exerçant le métier d'arpenteur pouvait refuser un emploi dans son domaine, puisque le salaire offert par l'employeur était moindre que la moyenne dans ce métier;

* l'abolition du conseil arbitral et du juge-arbitre et leur remplacement par une nouvelle instance d'appel, beaucoup plus restreinte, le Tribunal de la sécurité sociale, dont la majorité des nouveaux commissaires nommés à date semblent n'avoir pour qualification essentielle que le fait d'avoir été liés au Parti conservateur au pouvoir. La fonction évidente de ce tribunal est de décourager et de restreindre sérieusement les appels en cas de décisions erronées à l'encontre des sans-emploi;

* l'annulation des projets pilote visant les régions désignées (5 semaines de prestations supplémentaires et calcul du taux sur les 14 meilleures semaines). Cette mesure aura un impact à la baisse majeur sur le montant des prestations versées aux sans-emploi de ces régions (au Québec, ces régions étaient : Bas St-Laurent/Côte-Nord, Centre du Québec, Chicoutimi/Jonquière, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine, Nord-Ouest du Québec, Trois-Rivières);

* L'utilisation d'enquêteurs pour aller espionner l'intimité des chômeurs et des chômeuses.

L'objectif de cette réforme est de discipliner la force de travail, de lui faire comprendre que si elle cherche mieux, que si elle a le culot de vouloir un emploi digne, elle peut toujours aller se faire voir ailleurs. Plus le chômage est difficile à supporter, plus la main d'œuvre est docile. Marx parlait d'une « armée de réserve » dont la bourgeoisie se sert pour faire pression sur les prolétaires qu'elle exploite pour réduire leur qualité de vie et leurs conditions de travail.

Ces mesures sont révoltantes. D'ailleurs la réponse se fait déjà sentir, par des manifestations et des actions de perturbations (occupations de bureaux et blocages de routes) un peu partout au Canada, mais cette lutte doit aller plus loin. Le gouvernement conservateur ne pliera pas devant les maigres actions des bureaucrates syndicaux. La classe ouvrière doit offrir une réponse forte, unifiée et massive à cette attaque. Les bureaucrates des centrales syndicales divisent déjà le mouvement pour avantager leurs chapelles, les nationalistes veulent isoler les prolétaires du reste du Canada de ceux du Québec en parlant de rapatriement (comme si le gouvernement de Pauline Marois n'appliquera pas l'autorité qu'il applique dans les autres programmes sociaux dans une assurance-chômage fraîchement rapatriée). Le mouvement ouvrier doit répondre par une arme majeure, la grève de masse politique! Les travailleurs et les travailleuses de la construction seront bientôt habilités à le faire légalement dans le cadre du renouvellement de leur convention collective. Une journée de grève politique contre cette réforme de leur part serait une étape à franchir vers une lutte plus intense.

Mais ne nous contons pas d'histoires, nous avons vu que l'État capitaliste, fédéral ou provincial, transforme en un claquement de doigts une grève légale en une action illégale. Nous l'avons vu ne pas respecter ses propres lois, avec l'aide de la police anti-émeute, contre les travailleurs et les travailleuses d'Aveos. Si nous voulons une grève de masse victorieuse, elle sera illégale et elle sera multisectorielle. Nous devons former des comités qui regroupent les travailleurs et les travailleuses au-delà leurs différentes affiliations syndicales, nous coordonner entre secteurs et provinces pour organiser ces grèves. Il faut être prêt à se frotter à l'appareil de répression, à défendre nos piquets de grève, à casser la légalité bourgeoise et à se défaire du sabotage et des divisions des bureaucrates comme des nationalistes. Nous ne gagnerons jamais à un jeu où les règles sont décidées par nos adversaires, où ceux qui nous conseillent n'ont pas intérêt à ce que nous nous prenions trop en main. Il faut comprendre pour mieux combattre.

Richard St-Pierre et un jeune prolo.



L'austérité du PQ ne passera pas!

Le gouvernement du Parti Québécois a clairement démontré dans les dernières semaines qu'il avait choisi la voie de l'austérité. En plus d'avoir craché au visage des étudiants et des étudiantes en imposant une indexation des frais de scolarité, le voilà qui annonce une coupe des prestations d'aide sociale. Ceux et celles qui subiront ces coupes sont les personnes âgées de 50 à 58 ans, les familles avec des enfants de moins de six ans et les prestataires qui reçoivent de l'aide pour leur toxicomanie; d'ailleurs 19 centres de désintoxication risquent de fermer suite à cette mesure. À cela se rajoute des compressions dans les garderies, qui toucheront surtout les surplus qui servent à la rénovation des infrastructures, et d'une série de coupes, surtout des suppressions de postes, dans la santé. Les coupures dans la santé seront en plus suivies de mesures de « rationalisation du travail ». Cette « rationalisation » est celle de l'implantation du modèle Leans du travail, modèle d'organisation tout droit sortie des usines Toyota, connu pour être déshumanisant à l'extrême et pour transformer les milieux de travail où il est implanté en broyeur de prolétaires. Faut croire que les employé-es qui ne seront pas licenciés du secteur de la santé auront droit au burn out comme prix de consolation.

On voit tout le courage politique du Parti Québécois qui s'attaque aux plus vulnérables. Venant du parti qui, il y a quelques mois à peine, s'est couché devant la classe capitaliste sur la question de la taxe santé et des hausses d'impôts pour les riches, rien ne nous surprend plus. Ce parti politique s'est toujours joué du prolétariat, promettant à gauche et gouvernant à droite depuis sa première élection en 1976. La liste des promesses non tenues et des trahisons du PQ est bien trop longue pour être exposée dans le présent article. Ces technocrates n'ont jamais fait partie de nos alliés, malgré ce qu'ils en disent. Ces décisions prouvent aussi la nullité de la voie électorale dans notre combat. Croire que l'État bourgeois peut changer d'allégeance uniquement par la bonne foi de ceux et celles qui en tiennent les rênes, c'est faire preuve d'un idéalisme pathétique, qui n'a ultimement mené la classe ouvrière qu'à de cruelles défaites. La seule manière de faire reculer la bourgeoisie, c'est de la combattre de front, ne comptant que sur nos propres moyens, pas les promesses de politiciens professionnels, ni les compromissions des bureaucrates.



L'opposition s'organise face à ces attaques, mais comme face au saccage de l'assurance-chômage, il manque de réponses unitaires. Le mouvement étudiant veut bloquer l'indexation, les travailleurs et les travailleuses, avec ou sans emploi, veulent repousser les attaques lancées à leur égard et les personnes assistées sociales commencent à s'organiser. Si ces luttes ne s'unissent pas, ces voies corporatistes ne sont qu'une série de pas de plus vers la défaite. Nous devons nous activer à unifier nos luttes, contre tous les paliers de l'État, contre tous les bureaucrates qui veulent mousser leurs carrières en nous jetant dans des culs-de-sacs. La bourgeoisie a choisi de faire payer la crise de 2008 au prolétariat mondial. Il faut bâtir l'unité de notre classe, malgré les différences de secteurs, de provinces ou de pays. Nous gagnerons ensemble ou nous perdrons isolés.

Un jeune prolo

Intéressés par un cercle de lecture et discussion politique?

Contactez-nous!

Notre groupe organise présentement la structure des cercles.

- L'actualité (P6, grèves, APA, mesures d'austérité, etc)
- Qu'est ce que le marxisme?
- Pourquoi la révolution russe est-elle un échec? Quelles en sont les causes?
- Sommes-nous en situation révolutionnaire?
- Pourquoi la classe ouvrière est centrale à notre projet?



MAPEI

10 mois de grève! Ils survivent avec environ le tiers de leur salaire fournit par le fond de grève! Voilà le courage, la détermination et la volonté de défendre leurs conditions de travail des grévistes de l'usine Mapei à Laval. Mapei, multinationale italienne, fondée en 1937, avec 57 usines de produits auxiliaires de construction et des ramifications dans 27 pays, exploite 7,000 salariés à travers le monde pour un chiffre d'affaires de plus de deux milliards.

Le 4 mai 2012, les 115 travailleurs de Mapei à Laval déclenchent la grève, leur convention étant terminée depuis le 13 décembre 2011. Le 19 octobre 2012, les ouvriers, syndiqués au SSPCA-CSN rejettent une nouvelle fois les offres patronales à 84%. Les points en litige, l'ancienneté et les salaires. En effet, Mapei voudrait plus de mobilité de ses travailleurs et déplacer les travailleurs à sa guise. Et tout cela bien sur, en ne respectant pas l'ancienneté. Pourtant, la question de la mobilité de la main-d'œuvre avait déjà fait l'objet d'une entente en mai dernier.

Le 24 août dernier, 43 travailleurs sont licenciés. Motif invoqué: restructuration de l'entreprise. L'employeur laissait entendre qu'il désirait procéder à des investissements de l'ordre de 10 millions de dollars dans l'usine, alors que des menaces de fermeture de celle-ci avaient déjà été lancées en pleine table de négociation.

Mapei utilise tout l'arsenal juridique et tactique des boss pour contrer la grève: déplacement de la ligne de piquetage pour laisser entrer les scabs, déplacement forcée de la roulotte de grève dans la rue, laisser traîner les négociations, recul sur les ententes déjà signées, engagement de gardes de sécurité.

Les travailleurs de Mapei n'ont pas lésiné sur les moyens de faire connaître et avancer leur lutte: ligne de piquetage devant l'usine, représentation juridique, manifestation populaire à Laval, manifestation devant l'entrepôt de la compagnie Affiliated, où Mapei tentait de faire distribuer ses produits, participation à la ligne de piquetage devant l'édifice Guy Favreau contre la loi C-38, visite dans la ville de Maskinongé où Mapei transforme les produits de Laval, plainte de négociation de mauvaise foi devant la Commission des relations de travail.

Enfermés dans un cadre juridique toujours défavorable, les travailleurs ne peuvent s'en sortir qu'en contestant l'ordre établi. Nous n'en sommes pas à un retour au capitalisme « sauvage », contrairement à ce que prétendait Québec Solidaire lors de la campagne électorale, qui souhaite un retour au partenariat avec les capitalistes. Ce fut là l'essentiel de l'intervention de ce parti à une des assemblées syndicales. L'essence du capitalisme actuel c'est toujours la recherche du profit, dans une situation où on assiste à la baisse tendancielle du taux de profit. La production n'est que le fait de la classe ouvrière dont les capitalistes s'approprient le produit. L'arme pour gagner les grèves a toujours été la même: bloquer la production quand ce sont les scabs qui la continuent! Les grévistes de Mapei savent comment faire, du moins indirectement ; la compagnie les accuse d'étaler des clous aux entrées, que ce soit de leur fait ou non, l'objectif est le même, se faire respecter! Toute notre solidarité aux prolétaires en lutte de Mapei !

DL

La Tendance Communiste Internationaliste

- Le Groupe internationaliste ouvrier/The Internationalist Workers' Group (Canada et USA)
- Bilan & Perspectives (France)
- Gruppe Internationaler Sozialistinnen (Allemagne)
- Communist Workers' Organisation (Royaume-Uni)
- Partito Comunista Internazionale – Battaglia Comunista (Italie)

publié par : Groupe Internationaliste Ouvrier
2275 Fullum, #4, Montréal, Qc. H2K 3P4
<http://www.leftcom.org/fr>
Facebook: Groupe Internationaliste Ouvrier
breyer17@yahoo.fr